# Et les 50 madrasas qui forment 5000 futurs salafistes, vous en faites quoi, monsieur Valls ?

écrit par Hoplite | 7 avril 2016

Après une ministre de l'éradication nationale qui ne cesse de détruire l'enseignement, après des enseignants à bout qui ont baissé les bras devant les menaces et les coups, après le nettoyage éhonté de l'histoire de France dans les manuels, après la faillite constatée de tout le système éducatif français, je croyais avoir vu le fond du fond. J'avais tort.

Au nom d'un pseudo multiculturalisme qui a largement fait ses preuves dans les cités et banlieues de France et de Navarre, le gouvernement laisse s'implanter de nombreuses écoles hors contrat. Certes, rien ne s'y oppose dans le corpus juris français de plusieurs milliers d'articles pour la plupart inutiles ou inappliqués.

Au nom du respect des cultes, le gouvernement laisse l'islam s'emparer d'une partie des 'jeunes' et fréquenter une madrasa plutôt que l'école de la République, ce n'est pas une critique c'est un constat.

Il existe en France une cinquantaine de ces établissements, accueillant près de 5 000 élèves. L'éducation islamique y prend une part plus importante que l'enseignement des savoirs car l'UOIF contrôle la plupart de ces écoles islamiques pour ne pas dire coraniques et ceci en toute légalité semble-t-il puisque rien n'est fait pour les interdire ou simplement les contrôler. Ce n'est certes pas les 850.000 enseignants et personnels de l'Education Nationale qui pourraient y veiller ni les IA-IPR- inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux- puisque par définition les madrasas sont hors contrat avec l'Etat et donc libres d'enseigner ce qu'elles veulent à qui elles veulent.

"*Une minorité salafiste est en train de gagner la bataille idéologique de l'islam en France*". Avec cette déclaration, le premier ministre Manuel Valls constate l'échec du multiculturalisme imposé au détriment du modèle d'intégration républicain, et l'intégration commence à l'école. En coupant une partie des enfants de la fréquentation des *babtous* et autres *céfrans*, le clivage s'accentue et c'est bien le but poursuivi.

Qu'attend donc le premier ministre pour faire fermer ces écoles salafistes ? La même motivation que pour faire fermer les mosquées salafistes ainsi qu'il prétendait le faire ? Au train où va l'islamisation de notre société, gageons que des crédits seront bientôt débloqués pour subventionner ces établissements au titre de l'activité… culturelle, naturellement.
https://www.rebelmouse.com/charlesmartel/journal-du-6-avril-2016-islam-ces-ecoles-hors-republique-1712488936.html